

Dans le nord-est de l'Ukraine, une loi martiale invisible

- Sur la frontière avec la Russie, le calme règne malgré l'instauration de la loi martiale.
- Le président instrumentalise la crise avec Moscou à des fins électoralistes.
- Le retour de la tension a déjà réveillé les mouvements nationalistes.



Reportage Sébastien Gobert
Envoyé spécial à Kharkiv

Rien n'a changé. En tout cas, je n'ai rien remarqué." Comme chaque soir, Nataliya Destryana longe la place de la Liberté de Kharkiv, l'une des plus grandes d'Europe, en sortant du travail. Elle n'a rien remarqué de l'entrée en vigueur de la loi martiale, appliquée à partir de ce 28 novembre à Kharkiv et dans neuf autres régions de l'Ukraine. Ni barrage routier, ni blindés dans les rues, ni couvre-feu. Entre hystérie médiatique, récupération politique et incertitudes législatives, l'application de ce régime d'urgence semble n'avoir rien changé au quotidien des habitants de la seconde ville du pays. Dans les propos de Nataliya Destryana, l'inquiétude est néanmoins palpable: "Les autorités ont la possibilité de fermer la gare ou l'aéroport d'un jour à l'autre, empêcher les manifestations... Tout peut basculer très vite."

À moins de 30 kilo-

mètres de la frontière russe, Kharkiv est particulièrement sensible aux tensions qui opposent Kiev et Moscou. En 2014, la ville avait failli plonger dans la guerre. Suite à l'attaque et à la saisie de trois navires militaires ukrainiens dans la mer Noire, le 25 novembre, le président Petro Porochenko a averti du risque d'une "intervention terrestre de la part du pays agresseur, la Russie". Il a obtenu de la Verkhovna Rada (parlement) l'instauration de la loi martiale dans dix régions frontalières jusqu'au 26 décembre.

"Activités normales"

Au poste frontière de Hoptivka, au nord, la situation est néanmoins remarquablement calme. "Nous sommes placés en état d'alerte, mais cela ne change concrètement rien à notre fonctionnement", commente la porte-parole régionale des garde-frontières Oksana Ivanets. Et de noter qu'aucune provocation n'a été recensée depuis le côté russe. Un chauffeur de taxi, en recherche de clients, se contente de noter qu'il

n'a véhiculé aucun citoyen russe de la journée. "Avant 2014, il y avait beaucoup de Russes qui traversaient pour venir faire leurs courses à Kharkiv", se souvient-il. Depuis le 25 novembre, 76 citoyens russes ont été interdits d'entrée sur le territoire à l'aéroport de Kiev. Les autorités assurent étudier l'option d'un blocage total.

Propagande présidentielle

Ce serait là une conséquence très concrète de la loi martiale, que Petro Porochenko a décidé subitement, alors que le conflit dans l'Est entre dans son 5^e hiver. Le chef des armées s'est prêté depuis le 25 novembre à de nombreuses interviews et consultations diplomatiques. Ce 28 novembre, il s'est affiché au nord de Kiev en uniforme pour visiter une base, entouré d'une légion de caméras. Une fébrilité qui tranche avec la tranquillité de la région de Kharkiv, pourtant plus exposée militairement, et qui alimente les critiques sur l'usage politique de la loi martiale, alors que Petro Porochenko ne part pas favori des sondages à sa propre réélection en mars 2019.

Selon le chef de l'État, la loi mar-

tiale était essentielle dans la mesure où elle lui procure des moyens d'action rapides en cas d'escalade militaire. Elle envierait aussi un message fort à Moscou. Pourtant, à travers le pays, les implications du régime d'exception restent floues. Le gouverneur d'Odessa, sur la mer Noire, a par exemple eu du mal à expliquer si les feux d'artifice sont encore autorisés. L'UEFA a, elle, préféré déplacer la tenue d'un match de l'Europa League de

Poltava à Kiev par mesure de sécurité, même si la première région n'est pas affectée par la loi martiale.

Mobilisations nationalistes

Face à ces incertitudes, les mouvements nationalistes n'attendent pas pour s'organiser. Les structures liées au régiment ultraradical Azov ont ainsi appelé par eux-mêmes à une mobilisation citoyenne. "Mardi, le 27 novembre, nous avons accueilli 50 nouveaux volontaires pour une session d'entraînement", explique un responsable régional, Vladislav Sobolevskyi, qui revendique le fait d'entretenir des structures de sécurité parallèles à celles de l'État. "La menace russe est une réalité depuis

2014 et nous voulons être prêts à défendre notre pays." Pour autant, il dénonce l'introduction de la loi martiale comme une simple manœuvre électorale de la présidence, qui pourrait aider l'exécutif à museler son opposition.

De fait, la police a appréhendé, en vertu de la loi martiale, deux militants des droits civiques à Odessa, ce 28 novembre. Ceux-ci protestaient contre un projet immobilier opaque impliquant la municipalité. "Le régime d'exception peut devenir un nouvel outil de pression, explique le militant anticorruption Dmytro Boulakh à Kharkiv. Mais nous étions soumis à des violences avant cela. Donc la loi martiale ne change pas fondamentalement le cœur de nos problèmes ici."

Selon le chef de l'État, la loi martiale était essentielle dans la mesure où elle lui procure des moyens d'action rapides en cas d'escalade militaire.